

Les subsides

Nous vivons dans une tour d'ivoire, ici, à Ottawa. Nous profitons des occasions qui s'offrent pour évoquer le sort des personnes âgées dans les coulisses du soi-disant pouvoir, pour nous demander quelles seront les effets du remue-ménage actuel sur le prochain sondage d'opinion. Nous supputons les chances que le premier ministre (M. Mulroney) répare sa dernière bourde politique en revenant sur sa décision. Mais c'est justement par rapport aux sondages d'opinion et en se demandant quelles décisions politiques il convient ou il ne convient pas de prendre à l'endroit des personnes âgées qu'on est venu à la Chambre et dans le Canada tout entier, c'est-à-dire toutes les associations, toutes les entreprises et tous les organismes de l'État, à exiger du gouvernement qu'il retire dès maintenant son projet. Faudra-t-il dire aux personnes âgées qu'elles devront vivre dans l'incertitude en attendant que le gouvernement prenne une décision dans six mois ou un an?

● (1115)

Les Canadiens âgés ne sont pas des chiffres qui peuvent être manipulés en période électorale, puis laissés de côté la première fois que le gouvernement présente un budget. Ils ne forment pas un groupe stéréotypé de gens qui partagent leur temps entre les cartes, le bingo et l'artisanat en attendant de sombrer tranquillement dans la sénilité. Ils forment un groupe important de 2.5 millions. Ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils sont tous âgés de plus de 65 ans. En réalité, c'est là que devrait s'arrêter l'idée stéréotypée qu'on se fait d'eux. Nous avons 2.5 millions de citoyens âgés et ils sont tous aussi différents les uns des autres que les membres de tout autre groupe d'âge dans notre société. S'il faut considérer qu'ils forment un groupe quelconque, nous devons reconnaître que ce qui les caractérise, c'est leur tolérance, leur sagesse, cette sagesse qui n'est donnée qu'à ceux qui ont vécu et qui ont l'expérience de presque toute une vie, et leur altruisme. Ce sont les moins exigeants d'entre nous.

Comme le dit notre motion, le parti libéral affirme que la pleine indexation des pensions de sécurité de la vieillesse doit être rétablie immédiatement. Pour essayer de défendre leur projet cruel, le premier ministre et son ministre des Finances (M. Wilson) nous ont parlé du souci que les personnes âgées se font pour leurs enfants et leurs petits-enfants. A les entendre, les personnes âgées à qui ils ont parlé appuient cette mesure et la décision du gouvernement à 100 p. 100, parce qu'elles s'inquiètent de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Il y a un peu de vrai là-dedans, car les personnes âgées se préoccupent en effet de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Elles ont bâti notre pays pour les générations à venir. Cependant, il est tout à fait ridicule d'en conclure qu'elles ont les moyens de payer maintenant et qu'on doit leur imposer le fardeau et le coût d'un cadeau de \$125,000 en gains en capital pour les plus riches parmi nous.

Qu'en disent les enfants et les petits-enfants? Acceptent-ils la proposition du ministre des Finances selon laquelle, ou bien les personnes âgées acceptent une réduction de leur pension de vieillesse et se contentent d'une sécurité moindre qu'auparavant, de sorte que la sécurité de la vieillesse deviendra l'insécurité de la vieillesse, ou bien les jeunes n'obtiendront pas de programme de création d'emplois? Acceptent-ils cette alternative: ou bien les jeunes ou bien les personnes âgées recevront de l'aide, mais pas les deux? Non, ils ne l'acceptent pas.

Le premier ministre nous a dit que si quelqu'un contestait cette mesure budgétaire draconienne, c'était pour fomentier la lutte des classes. C'est fomentier la lutte des classes lorsque le gouvernement dit aux Canadiens qu'ils doivent ou bien laisser les jeunes sans espoir de travail, ou bien empêcher les personnes âgées de jouir pleinement de leur retraite sur leurs vieux jours.

Que répondent-les jeunes? Aiment-ils être les boucs émissaires d'une décision brutale du gouvernement? Hier, la Fédération des étudiants de l'Ontario a tenu sa réunion annuelle à l'Université de Guelph. C'est tout à l'honneur de la Fédération d'avoir adopté une motion exigeant du gouvernement conservateur qu'il rétablisse le plein montant des pensions aux personnes âgées. C'est à cela que je m'attendais de la part des jeunes. Je n'en avais jamais douté. Ces jeunes, à qui le gouvernement a dit que c'était ou bien eux ou bien les personnes âgées et qu'ils feraient donc mieux d'appuyer le gouvernement, ont déclaré que le premier ministre n'exprime pas le point de vue des étudiants en affirmant que la désindexation aidera à créer des emplois pour les jeunes et leur profitera donc. «Nous sommes la jeunesse, mais nous sommes aussi les petits-enfants de ces pensionnés, ont-ils dit. Bon nombre d'entre eux n'ont pas d'autres revenus que leur pension, ce qui veut dire que nos grands-parents et nos parents passeront en deçà du seuil de la pauvreté.»

Voilà ce que les jeunes du Canada ont dit au premier ministre et au ministre des Finances.

● (1120)

Le gouvernement a dit qu'il avait consulté tout le monde avant de présenter le budget. Il a dit qu'il avait consulté la population et dégagé un consensus. Joyce King, de la United Senior Citizens Federation of Ontario, nous dit que les personnes âgées n'ont pas été consultées. Bien au contraire, on leur avait promis de ne pas toucher à leur pension. Une promesse sacrée leur a été faite au cours de la campagne électorale, l'été dernier.

M. Nunziata: Un beau mensonge.

M. Tobin: On ne s'y est pas engagé, monsieur le Président. Le caucus libéral de l'Atlantique a parcouru les provinces Atlantiques la semaine dernière. Nous avons rencontré des groupes de personnes âgées de chacune des quatre provinces Atlantiques. Pas un de ces groupes n'a estimé avoir été consulté. Mais chacun estime avoir été trompé. Chaque groupe a décidé qu'il allait combattre, non pas pour la forme, non pas pour le plaisir de faire une déclaration, non pas pour le plaisir de se manifester, mais pour gagner.

Des voix: Bravo!

M. Rossi: Et ils vont gagner en effet.

M. Tobin: C'est déjà fait, monsieur le Président. La Chambre de Commerce du Canada, le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, l'Organisation canadienne des petites entreprises, le Conseil canadien de développement social, le Conseil national du bien-être social se sont déjà prononcés. De simples députés conservateurs se sont déjà prononcés, et je m'incline devant eux.